

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE: 30 septembre 2010

SAUVONS NOS MAISONS IL EST PLUS QUE TEMPS D'AGIR!

DEPUIS 2000 IL Y A DES HAUSSES ABUSIVES DES VALEURS FONCIÈRES.

Les rôles d'évaluation 2009-2010-2011 nous annoncent des augmentations de taxes municipales pouvant plus que doubler. Nous exigeons que la loi sur la fiscalité municipale soit corrigée. L'annonce de la création d'un troisième groupe de travail depuis 2007 est superflue.

Tel est le message qu'envoie le ministre des Affaires Municipales Monsieur Laurent Lessard aux contribuables: Exit les contribuables, nous vous avons assez entendu (mais pas écouté) vos solutions ne répondent pas à nos objectifs.

NOUS DÉCLARONS QU'IL EST PLUS QUE TEMPS D'AGIR!

Le ministre des Affaires Municipales Laurent Lessard étudie le dossier depuis décembre 2008. Avant lui, la ministre Nathalie Normandeau a fait de même. Elle déclarait à l'émission La Facture de radio Canada en novembre 2007 : `` Nous du gouvernement on souhaiterait apporter des solutions au printemps 2008.``

Maintenant que le ministre admet que c'est un problème général comme nous l'affirmons depuis le début, il doit prendre position agir et corriger le problème.

Ainsi, le ministre souhaitant «étudier la question plus globalement», pour ce faire, il a lancé une nouvelle ronde de consultations avec des spécialistes en évaluation municipale.

Regroupement Évaluation Équitable origine de la région des Laurentides et a maintenant l'appui de milliers de québécois propriétaires fonciers de la Gaspésie à l'Abitibi de l'Outaouais au lac St-Jean qui ont signé la pétition en ligne.

<http://www.evaluation-equitable.ca/index.php/Petition2009.html>

Il y a un consensus des groupes de contribuables de partout au Québec, pour la solution CAP. C'est mettre un terme à la hausse de la valeur taxable des propriétés, en fonction des ventes des voisins et des répercussions financières sur ceux qui restent. Toute propriété au Québec doit être considérée sous le CAP pour les taxes, à la valeur foncière de l'année 2000. De l'an 2000 à ce jour, l'augmentation maximale sera le taux annuel de l'IPC (indice des prix à la consommation) tel que déterminé par Statistique Canada. Tout ajustement de la valeur taxable de l'actuel propriétaire serait lié au taux annuel de l'IPC (indice des prix à la consommation), tel que déterminé au Québec par statistique Canada et aux travaux d'améliorations réalisées. Quand un bien est vendu, le prix de vente devient la nouvelle valeur. Des exclusions à cette réévaluation sont prescrites, afin de permettre le transfert intergénérationnel.

Le CAP est en vigueur en Nouvelle-Écosse depuis 2004 et bientôt au Nouveau-Brunswick.

Faute de rencontrer le consensus exigé par le Ministre Lessard lors des tables rondes du MAMROT, l'APFQ est revenue à sa proposition originale déposée lors de la 1ère rencontre d'octobre 2008, à savoir la solution CAP. Forte de ses centaines de membres, l'APFQ souhaite qu'une réforme soit faite au niveau de la fiscalité municipale au Québec.

Le ministre des Affaires municipales a déjà analysé plusieurs solutions. Est-ce un manque de courage politique pour régler le problème,? Un ministre doit prendre de décisions.

Extrait : **BULLETIN D'INFORMATION DE** Québec municipale FQM du 24 septembre 2010

Le ministre veut étudier la question plus globalement. Pour ce faire, il a lancé une nouvelle ronde de consultations avec des spécialistes en évaluation municipale. « On espère arriver avec des mesures favorables pour tous **dans les prochaines semaines, les prochains mois** », a indiqué monsieur Bourassa l'attaché de presse du ministre Laurent Lessard.

Les élus municipaux réunis en congrès de la FQM à Québec en fin de semaine ont la possibilité de s'affirmer en participant aux ateliers de vendredi matin et à prendre position en démontrant leur sensibilité aux problèmes de leurs citoyens. Adopter la solution CAP ici pour en finir avec les maux de tête que cause l'arrivée du nouveau rôle aux élus municipaux à tous les trois ans.

Les signataires de la présente sont des participants aux trois tables rondes et des réunions commandées par le MAMROT et s'expriment au nom des contribuables :

DU Regroupement Évaluation Équitable Diane Lachaine présidente et Yvon Robert <http://www.evaluation-equitable.ca> tél. 819-324-2304; De l'APFQ www.apfq.org les membres du ca; Beaulieu Martin, Chamard Michel, Gaudreault Bruno, Giasson Louis, Laurent Paul, Maguire Paul, Viel Gilles; André Blais de St-Donat; René Héту (Regroupement des propriétaires des MRC Appalaches-Granit (RPMAG) / Lac Mégatic) Benoit Rancourt (RPMAG / Lambton)